

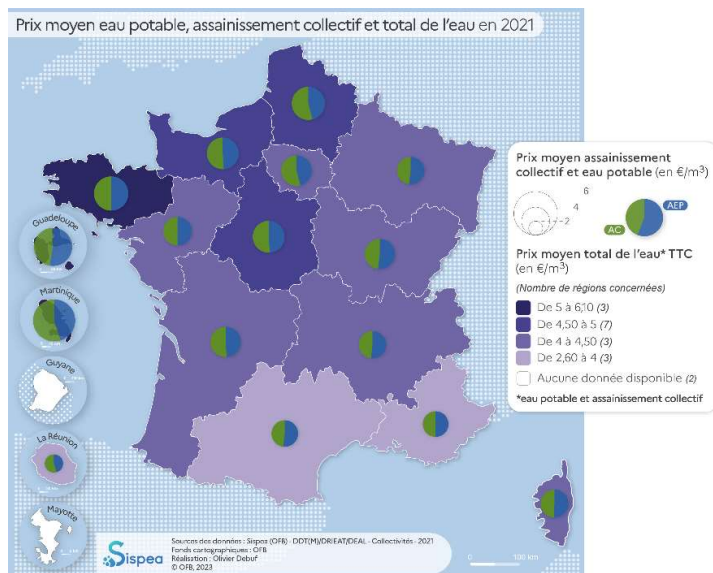


Lettre d'actualités sur l'économie de l'eau

Mai à mi-Juillet 2023

Sommaire

- [Dépenses pour l'eau et les milieux aquatiques](#)
- [Tarification de l'eau](#)
- [L'eau et les usages](#)
- [Valeurs de l'environnement](#)
- [Analyse économique et décision](#)



En 2021 Le prix de l'eau potable et de l'assainissement collectif était en légère hausse par rapport à l'année précédente : prix global moyen de l'eau TTC au 1er janvier 2022 (pour une consommation annuelle moyenne par foyer de 120 m³) de **4,34 €/m³** (contre 4,30 €/m³ au 1er janvier 2021), dont **2,13 €/m³ pour l'eau potable et 2,21 €/m³ pour l'assainissement collectif**.

Cela représente une facture de **520,80 €/an**, soit **43,40 €/mois** pour l'abonné.

Source : <https://www.ofb.gouv.fr/actualites/publication-du-13eme-rapport-national-de-lobservatoire-des-services-publics-deau-et>

DEPENSES POUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

[Actualité] Plan Eau : les Comités de bassin prêts à intensifier l'action sur les territoires - actualité de l'agence de l'eau RMC

Après l'annonce du plan Eau par le Président de la République le 31 mars dernier, les présidents des 7 Comités de bassin de l'hexagone ont été conviés par la Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, Bérangère Couillard, à une réunion de travail et d'échanges en vue de sa déclinaison.

www.eaurmc.fr

[Article de presse] "Polluants éternels": Solvay devrait déboursier 179 millions de dollars aux Etats-Unis pour régler l'affaire des PFAS - La Libre

Solvay a conclu un accord aux États-Unis pour régler une affaire de PFAS pour 179 millions de dollars (164 millions d'euros). L'entreprise chimique belge va également verser 214 millions de dollars (196 millions d'euros) dans un fonds de contrôle de l'eau et des sols.

Solvay a à présent conclu un accord avec le NJDEP, ont annoncé les deux parties mercredi. L'entreprise lui versera ainsi 75 millions de dollars pour "dommages causés aux ressources naturelles". En outre, Solvay devra déboursier 100 millions de dollars, que le département utilisera entre autres pour les demandes d'indemnisation des parties lésées et pour la surveillance et l'assainissement des puits privés dans le vaste voisinage de l'usine. L'agence gouvernementale peut également compter sur 3,8 millions de dollars pour le remboursement des coûts engagés.

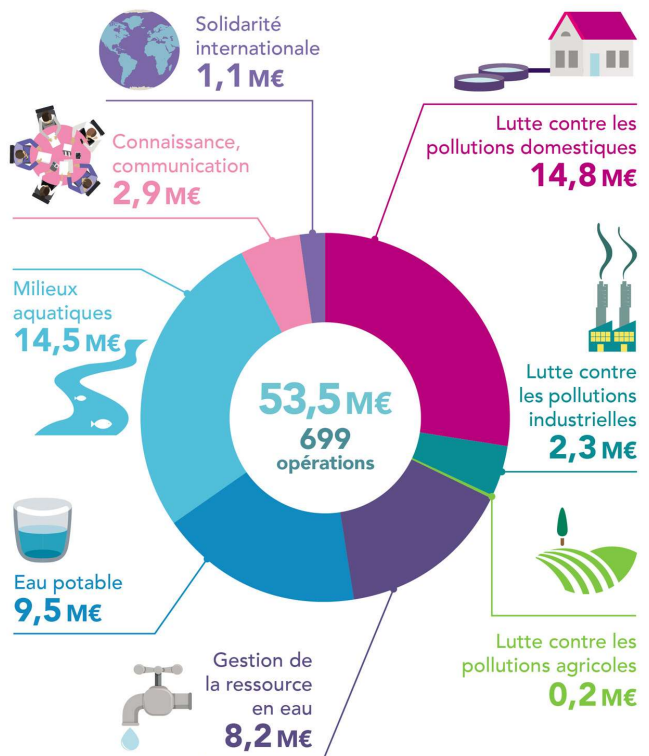
En outre, Solvay s'engage à tester la contamination du sol et de l'eau dans les environs immédiats du site de West Deptford et à l'assainir si nécessaire. À cette fin, l'entreprise va mettre en place un fonds de 214 millions de dollars.

www.lalibre.be

[Article de presse] 53,5 M€ pour préserver la ressource en eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse - actualité de l'agence de l'eau RMC

Au cours du premier trimestre 2023, l'agence de l'eau a financé 699 opérations pour un montant d'aides de 53,5 millions d'euros sous forme de subventions. En tête des financements, les travaux de réduction des rejets de pollution domestique et de mise à niveau des infrastructures d'alimentation en eau potable.

www.eaurmc.fr



SAUVONS L'EAU!

SauvonsLeau

www.eaurmc.fr

[Appel à projet] Appel à projets : 10 M€ pour accompagner la sobriété en eau des activités économiques - actualité de l'agence de l'eau RMC

En écho au "Plan Eau" présenté par le Président de la République en mars, l'agence de l'eau lance un nouvel appel à projets pour renforcer son soutien aux activités économiques (hors activité agricole) qui souhaitent réduire leur impact sur la ressource en réalisant des économies d'eau. Doté d'une enveloppe de 10 millions d'euros, cet appel à projets s'adresse aux entreprises situées dans tous les territoires des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

www.eaurmc.fr

[Actualité] Plan Eau : les Comités de bassin prêts à intensifier l'action sur les territoires - Agence - Agence de l'eau Loire-bretagne

Le cap fixé par le plan eau nécessite des moyens d'accompagnement sans précédent et en cela les présidents des Comités de bassin accueillent avec satisfaction le choix retenu de faire porter les financements nouveaux via un accroissement des recettes des agences de l'eau de près de 500 M€ d'ici 2025, avec de manière corolaire une suppression du plafond de dépenses dès 2024.

agence.eau-loire-bretagne.fr

[Article de presse] **Scandale des rejets d'eaux usées en Angleterre : les distributeurs promettent d'investir**

Les distributeurs d'eau anglais ont présenté jeudi leurs excuses pour leur inaction dans le scandale des rejets massifs d'eaux usées dans les rivières et la mer, promettant des milliards d'investissements pour améliorer la situation. «Nous sommes désolés. Nous voulons rectifier le tir, nous avons un plan et sommes déterminés à corriger la situation le plus rapidement possible», a indiqué l'unité anglaise de Water UK, qui regroupe les compagnies distributrices.

Les systèmes d'égouts britanniques comprennent des valves d'évacuation d'urgence censées permettre d'évacuer les eaux usées pour éviter les débordements lors de fortes pluies. Mais de nombreux distributeurs sont accusés un peu partout dans le pays d'y avoir recours de manière excessive, même en période de sécheresse, pour pallier un manque d'investissements dans le réseau d'égouts qui date de l'époque victorienne au XIXe siècle. En 2022, ils ont ainsi réalisé 301.000 rejets d'eaux usées dans les cours d'eau selon les statistiques officielles, soit 825 par jour. Ces rejets d'eau ont pollué des plages britanniques, au point où certaines avaient été fermées d'accès en pleine canicule.

www.lefigaro.fr

[Article de presse] **« Polluants éternels » : un accord historique pour solder des poursuites | Les Echos**

L'accord trouvé par 3M doit encore être validé par un juge. D'un montant record, il pourrait mettre un terme aux poursuites engagées aux Etats-Unis pour la contamination de l'eau par les PFAS, des composants chimiques baptisés « polluants éternels »

Le spécialiste des adhésifs, qui croule sous les plaintes, a en effet accepté de verser jusqu'à 12,5 milliards de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées aux Etats-Unis par plusieurs réseaux publics de distribution d'eau potable pour la contamination par les PFAS, des composants chimiques baptisés « polluants éternels ». L'accord, qui doit encore être validé par un juge, prévoit le versement de cette somme sur 13 ans, entre 2024 et 2036, selon un document boursier. L'argent doit servir à financer des technologies de traitement des eaux là où elles ont été testées positives aux PFAS, par le passé ou à l'avenir. Il sera aussi utilisé pour payer de futures analyses.

www.lesechos.fr

TARIFICATION DE L'EAU

[Article de presse] **Sécheresse : une première borne de puisage monétique en eau potable testée dans le Gard | Actu Occitanie**

Afin de préserver la ressource en eau, une première borne de puisage monétique en eau potable a été installée à titre expérimental à Cabrières dans le Gard.

actu.fr



Une première borne de puisage monétique en eau potable a été installée dans le Gard à Cabrières. (©Nîmes Métropole)

[Article de presse] **Sécheresse : l'agglomération de Grasse augmente le prix de l'eau pour restreindre la consommation**

Depuis jeudi dernier et jusqu'au mois de septembre, la redevance augmente de 20%. Le maire de Grasse et président de l'agglomération, Jérôme Viaud, préfère parler d'une «tarification différenciée».

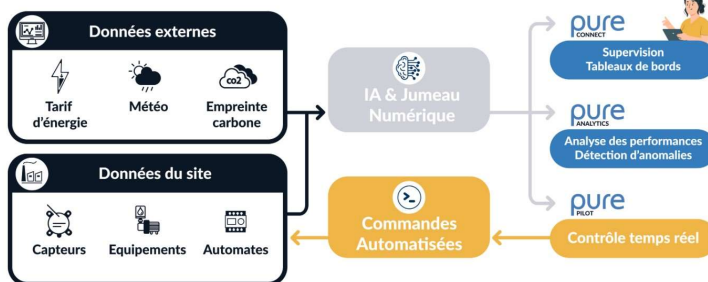
www.lefigaro.fr

[Article de presse] **Intelligence artificielle : comment Purecontrol aide les industriels à réduire leurs factures d'eau et d'énergie et à se décarboner**

La PME rennaise Purecontrol, vient de lever 7 millions d'euros pour accélérer son développement en France et à l'international. Spécialiste de l'IA, elle aide les industriels à réduire leurs consommations d'énergie et d'eau et leur empreinte carbone. Aux côtés des fonds Noshq et Unexo, Veolia devient actionnaire tandis qu'OKwind, concepteur de trackers photovoltaïques et déjà actionnaire, monte au capital.

www.latribune.fr

L'intelligence artificielle au cœur du système de pilotage Purecontrol



[Podcast/Radio] **EUROPE 1 ET VOUS - Seriez-vous prêt à payer votre eau plus chère lorsqu'elle se fait plus rare ?**

Dans la commune de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, la mairie a décidé la mise en place d'une tarification saisonnière de l'eau pour inciter à la sobriété et modifier les habitudes de consommation d'eau, qui risque de se faire rare cet été.

www.europe1.fr

[Actualité] **Publication du 13ème rapport national de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement édition 2023**

L'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement, piloté par l'Office français de la biodiversité avec l'appui des services de l'État, vient de publier son treizième rapport, à partir des données publiées par les collectivités sur l'exercice 2021. Ce rapport a vocation à présenter un panorama de l'organisation et de la performance des services publics de l'eau, d'assainissement collectif et non collectif. Il est accessible sur le site services.eaufrance.fr.

Il publie notamment le prix moyen de l'eau potable, de l'assainissement collectif et total de l'eau en 2021

Le prix de l'eau potable et de l'assainissement collectif est en légère hausse par rapport à l'année précédente : prix global moyen de l'eau TTC au 1er janvier 2022 (pour une consommation annuelle moyenne par foyer(1) de 120 m³) de 4,34 €/m³ (contre 4,30 €/m³ au 1er janvier 2021), dont 2,13 €/m³ pour l'eau potable et 2,21 €/m³ pour l'assainissement collectif.

Cela représente une facture de 520,80 €/an, soit 43,40 €/mois pour l'abonné.

www.ofb.gouv.fr

L'EAU ET LES USAGES

[Article de presse] « Des milliards de litres d'eau perdus » : le coût astronomique des fuites dénoncé | Actu

Avant même d'arriver dans nos robinets, en moyenne un litre d'eau sur cinq s'est déjà volatilisé. Au niveau national, cela correspond à un milliard de m³ d'eau de perdu. Sachant qu'un Français utilise en moyenne quotidiennement 148 litres d'eau potable par jour, cette eau perdue représente la consommation annuelle de 18,5 millions d'habitants, soit celle cumulée des agglomérations de Paris, Lyon (Rhône), Marseille (Bouches-du-Rhône), Lille (Nord), Toulouse (Haute-Garonne), Bordeaux (Gironde) et Nice (Alpes-Maritimes).

actu.fr

[Article de presse] Pénurie d'eau en France : les 10 défis et menaces qui pointent à l'horizon

La problématique du manque d'eau fait déjà l'actualité en France alors même que l'été n'a pas encore commencé. Or, l'eau est à la base de la vie, mais aussi à la base de notre société. Découvrez les 10 principales menaces que la pénurie d'eau va engendrer.

Parmi ces menaces on retrouve l'augmentation des tarifs de différents produits finis qui nécessitent beaucoup d'eau pour être produits

www.futura-sciences.com

[Article] A Vittel, la gestion de l'eau trouble

Mais depuis les années 1970, le constat est connu: les prélèvements sont excessifs, ils dépassent allègrement les trois millions de mètres cubes annuels, pour une capacité de recharge naturelle de 2,1 millions de mètres cubes. Chaque année, la nappe perd plus d'un million de mètres cubes, soit plus d'un milliards de litres, et son niveau baisse dangereusement.

Une directive européenne entrée en vigueur en 2000 imposait un retour à un "bon état quantitatif" des masses d'eau dès 2015 mais dans les Vosges, les choses ne sont pas aussi simples. Comment réduire les prélèvements sans mettre à mal l'activité de tout un territoire ?

www.linfordurable.fr

[Article de presse] Crise de l'eau : ruée vers l'irrigation dans les vignes du sud de la France

De la Provence au Languedoc, le vignoble irrigué s'accroît rapidement. Indispensable pour certains, cette solution d'adaptation au réchauffement climatique suscite des critiques, alors que la ressource en eau se raréfie.

www.lemonde.fr

[Podcast/Radio] Podcast. Comment partager l'eau en temps de sécheresse ?

Les sécheresses à répétition que connaît la France imposent un nouveau type de rapport à l'eau douce, souligne l'anthropologue Agathe Euzen dans cet épisode du podcast « Chaleur humaine ».

www.lemonde.fr

VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

[Podcast/Radio] De la Californie au Chili : s'en remettre aux marchés pour contrer la sécheresse : épisode 4/4 du podcast Accès à l'eau, un défi mondial

En Californie et au Chili, c'est l'arbitrage du marché qui définit l'accès à l'eau, une ressource de plus en plus rare et convoitée. Ce mécanisme est censé conduire les acteurs à utiliser la ressource avec plus de parcimonie mais fait craindre des risques de spéculation et une flambée des prix.

Avec

Olivier Petit Maître de conférences en économie à l'Université d'Artois et chercheur au Clersé (CNRS-Université de Lille)

Charles Regnacq Chercheur postdoctoral à PSAE (INRAE-AgroParisTech)

Chloé Nicolas-Artero Chercheuse postdoctoral au Politecnico di Milano, chercheuse associée au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CNRS)

www.radiofrance.fr



Le lac Shasta, l'un des plus importants réservoirs d'eau potable de Californie, atteint des niveaux dangereusement bas ces dernières années, le 16/10/22 ©AFP - Josh Edelson

[Actualité] Les espèces invasives, un fléau aussi coûteux que les inondations ou les tremblements de terre

A partir de plusieurs bases de données mondiales, les scientifiques ont pu compiler les coûts de différents aléas naturels et des invasions biologiques – les espèces envahissantes sont définies comme ayant été introduites par des activités humaines et ayant des impacts néfastes sur la société et l'environnement. Résultat, entre 1980 et 2019, les pertes financières dues aux espèces envahissantes s'élèvent à 1 200 milliards de dollars, contre près de 1 900 milliards pour les tempêtes et environ 1 100 milliards pour les tremblements de terre ou les inondations, 244 milliards pour les sécheresses ou 140 milliards pour les feux de forêts.

www.lemonde.fr

ANALYSE ECONOMIQUE ET DECISION

[Article de presse] **En Provence, une eau douce jetée, longtemps ignorée et désormais convoitée**

En Provence, frappée par des épisodes de sécheresse liés au réchauffement climatique, le rejet "comme un déchet" de centaines de millions de mètres cubes d'eau douce dans une lagune salée interroge sur une meilleure valorisation de cette précieuse ressource.

Non polluée, cette eau provient de la Durance, nourrie des neiges alpines. Electricité de France (EDF) dérive une partie de cette rivière pour produire de l'électricité, via une chaîne de centrales allant des Alpes à Saint-Chamas, en Provence.

www.la-croix.com

[Actualité] **SUEZ et l'Office National de l'Assainissement de la Tunisie (ONAS) signent le premier partenariat public-privé dans le secteur de l'eau en Tunisie - SUEZ Groupe**

L'Office National de l'Assainissement de la Tunisie (ONAS) confie à SUEZ et à ses partenaires, Segor, groupe SCET et BIAT1, l'exploitation du service public de l'assainissement collectif des gouvernorats de Sfax, Gabès, Médenine et Tataouine. Il s'agit du premier partenariat public-privé dans le secteur de l'eau en Tunisie. Le financement de ce contrat de concession, d'une durée de 10 ans et d'un montant total de 200 M€, sera assuré d'une part par la Banque Mondiale, s'agissant des travaux de réhabilitation et d'extension des infrastructures, et d'autre part par l'Etat tunisien, pour l'exploitation et la maintenance de ces infrastructures.

www.suez.com

[Article de presse] **Le coût exorbitant des "polluants éternels"**

Dans son rapport, qui sera rendu public d'ici quelques semaines, ChemSec distingue quatre catégories : le coût de l'assainissement du sol et de l'eau, et les coûts dans le secteur de la santé ainsi que dans celui de la biosurveillance. Un kilo de PFAS se vend 19 euros. En revanche, si l'on "prend en compte tous les coûts sociétaux associés à la production et à l'usage des PFAS, alors un kilo vaudrait 18 734 euros", détaille le journal. Cela représenterait, pour l'économie mondiale, un coût annuel de près de 17 500 milliards de dollars [16 000 milliards d'euros], soit presque la moitié de l'ensemble de la dette américaine. Un chiffre que l'ONG compare avec celui des recettes relatives aux ventes de PFAS qui culminent à... 4 milliards de dollars par an.

www.courrierinternational.com

[Article] **Comment concilier enjeux environnementaux et exigences sociales dans les pays émergents ? (Note)**

Il existe un paradoxe au sein des économies émergentes entre développement économique et protection de l'environnement. Alors que les politiques publiques des économies développées doivent répondre aux attentes croissantes de la société en matière de durabilité environnementale, les économies émergentes doivent également faire face à des défis de plus en plus importants liés au développement économique rapide, à l'urbanisation ou à l'augmentation de la demande en énergie et en ressources naturelles.

Au sein des économies émergentes, la pression économique forte ou les réglementations limitées ou difficilement applicables conduisent à des problématiques majeures. A titre d'exemple, la pollution de l'air dans les villes des pays émergents a fortement augmenté ces dernières années (les émissions de dioxyde de carbone y ont été en hausse de plus de 50 % entre 1990 et 2012).

Des stratégies de développement économique durable peuvent néanmoins être mises en place pour soutenir une croissance économique équitable tout en préservant l'environnement. Cela peut passer par un investissement dans les énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique, l'instauration de modes de transport verts, la mise en place de pratiques agricoles durables ou l'amélioration de la gestion des déchets

www.bsi-economics.org

[Article de presse] **Sécheresse : près de Cannes, des propriétaires consommeraient jusqu'à «2000 mètres cubes d'eau par semaine»**

Sur la commune de Châteauneuf-Grasse, dans l'arrière-pays cannois, de riches particuliers auraient une consommation d'eau démesurée malgré les nombreuses restrictions préfectorales. Son maire s'insurge de cette situation.

Si le dernier arrêté préfectoral interdit d'arroser de jour comme de nuit, de remplir sa piscine ou encore de laver sa voiture ou son bateau, le maire reste quelque peu désarmé. Pour lui, les amendes auxquelles s'exposent les contrevenants n'ont pas d'impact sur les riches propriétaires. «J'ai plusieurs hélicoptères privés sur ma commune. Vous pensez bien que quelqu'un qui peut se permettre de faire le plein de son hélicoptère ne va pas être incommodé de payer 1500 euros d'amende voire le double en cas de récidive, se désole-t-il. Et puis la réponse de l'amende ne résoudra pas le manque d'eau.»

www.lefigaro.fr



Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'opposition, d'accès, de portabilité, de rectification ou de suppression des données qui vous concernent. Ces droits peuvent être exercés en contactant le Délégué à la Protection des Données de l'OIEau par voie électronique à l'adresse suivante : dpo@oieau.fr. Si vous souhaitez vous désabonner, merci de cliquer sur le lien : "Se désabonner".

In accordance with the regulations in force, you have a right of opposition, access, portability, rectification or deletion of data concerning you. These rights can be exercised by contacting the IOWater Data Protection Delegate electronically at the following address: dpo@oieau.fr. If you wish to unsubscribe, please click on the link: "Unsubscribe".

De acuerdo con las regulaciones vigentes, usted tiene el derecho de oposición, acceso, portabilidad, rectificación o eliminación de los datos que lo conciernen. Estos derechos se pueden ejercer contactando electrónicamente al Delegado de Protección de Datos de la OIAgua en la siguiente dirección: dpo@oieau.fr. Si desea darse de baja, haga clic en el enlace "Cancelar suscripción".

Ce message est envoyé à s.comte@oieau.fr par OIEau

[Mettre à jour votre profil](#) | [Se désabonner](#) | [Engagements de confidentialité](#)

